



EXAMEN
D'APTITUDE
PROFESSIONNELLE
DES CANDIDATS
REVISEURS
D'ENTREPRISES

EPREUVE ECRITE DES
30 SEPTEMBRE ET 1ER
OCTOBRE 2021 – 1ERE
PARTIE



Commission de Surveillance
du Secteur Financier

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

**VOUS ETES REVISEUR D'ENTREPRISES DANS UN CABINET ET VOUS
DEVEZ PRENDRE POSITION PAR RAPPORT AUX QUESTIONS SUIVANTES
DANS LES DOMAINES SUIVANTS :**

Partie I : OPC	3
Question 1 (7 points)	3
Question 2 (7 points)	4
Question 3 (6 points)	5
Partie II : Sociétés industrielles et commerciales	6
Question 4 (11 points)	6
Question 5 (6 points)	8
Question 6 (3 points)	9
Partie III : Private Equity/Real Estate	9
Question 7 (3 points)	10
Question 8 (3 points)	11
Question 9 (4 points)	11



EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utilisez une encre foncée pour rédiger vos réponses (noire ou bleue).

Partie I : OPC

Votre cabinet est l'auditeur de Global Strategy UCITS et Emerging Debt Fund SICAV-SIF. Les deux SICAVs sont administrées par Fund Services SA (« FSSA ») et la banque dépositaire est Bank Investor Services (« BIS »).

Global Strategy UCITS est une SICAV luxembourgeoise multi-compartiments soumise à la partie I de la loi modifiée du 17 décembre 2010. La clôture est le 31 décembre 2020.

Emerging Debt Fund SICAV-SIF est une SICAV soumise à la loi modifiée du 13 février 2007. La clôture est le 30 avril 2021.

FSSA dispose d'un rapport de contrôle en relation avec son activité d'administration de fonds d'investissement. Le rapport de contrôle est préparé par un autre cabinet de révision agréé luxembourgeois selon la norme ISAE 3402 type 2. Ce rapport porte sur la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 et est disponible début mars 2021. Enfin, il est précisé que ce rapport de contrôle ne fait état d'aucune exception.

Question 1 (7 points)

Décrivez dans quelle mesure et sous quelles conditions ce rapport de contrôle peut être utilisé dans le cadre de votre audit pour chacune des 2 SICAVs. Indiquez les normes internationales d'audit pertinentes. Précisez, le cas échéant, la nature et l'étendue des travaux complémentaires que vous préconisez.

La Direction de FSSA, vous informe qu'un apport en nature d'un portefeuille composé de parts de 5 fonds d'investissement UCITS¹ pour un montant total d'environ EUR 20.000.000 est prévu le 5 avril 2021 dans le compartiment Premia Strategy de la SICAV Global Strategy UCITS. Le total de l'actif net de ce compartiment au 31 décembre 2020 était de EUR 100.000.000.

Selon le calendrier arrêté avec la Direction de FSSA, il est prévu que votre rapport d'audit sur les états financiers de Global Strategy UCITS pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2020 sera émis le 12 avril 2021.

Question 2 (7 points)

Est-ce qu'une mission particulière de votre cabinet en tant que réviseur d'entreprises agréé de la SICAV Global Strategy UCITS est requise ?

Si oui, décrivez :

- *La nature de la mission et le référentiel normatif applicable ;*
- *L'ensemble des procédures d'audit mises en œuvre (de l'acceptation de la mission à la rédaction du rapport) ;*
- *Le destinataire ainsi que la formulation de la conclusion de votre rapport.*

Est-ce que cet apport en nature a des conséquences sur la présentation du rapport annuel de la SICAV Global Strategy UCITS au 31 décembre 2020 et/ou sur la rédaction de votre rapport d'audit sur les états financiers pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2020 ?

¹ Il est précisé que les fonds cibles UCITS ne sont pas des « Exchanged Traded Funds » (ETF). La Valeur Nette d'Inventaire de chacun des fonds cibles est calculée de façon quotidienne.

Selon le prospectus de Emerging Debt Fund SICAV-SIF, la politique d'investissement consiste à investir dans d'autres fonds d'investissement réglementés dont la politique d'investissement vise à investir dans des obligations souveraines ainsi que des obligations d'émetteurs privés situés dans des pays émergents. Au cours de l'exercice se clôturant au 30 avril 2021, la SICAV a subi une forte baisse de ses actifs nets résultant de la combinaison de rachats massifs et d'une performance négative des fonds sous-jacents détenus dans le portefeuille de la SICAV.

Les actifs nets sont ainsi passés de EUR 500 millions au 1^{er} mai 2020 à EUR 25 millions au 30 avril 2021. La chute spectaculaire des actifs nets s'est faite globalement de manière linéaire tout au long de l'exercice.

Le Conseil d'Administration de la SICAV, n'a pas défini une politique particulière en matière d'erreur de calcul de VNI, respectivement de non-respect des restrictions d'investissement et ainsi aucun seuil de signification relatif au déclenchement des mécanismes de compensation des investisseurs et/ou de la SICAV n'a été arrêté.

Enfin il est précisé que la SICAV est exclusivement distribuée à Luxembourg.

Question 3 (6 points)

Dans le cadre de la planification de l'audit de Emerging Debt Fund SICAV-SIF pour l'exercice se clôturant au 30 avril 2021, indiquez le seuil de signification retenu pour votre audit. En vous basant sur les normes d'audit, les Notes Techniques de l'IRE ainsi que l'environnement réglementaire, décrivez votre raisonnement pour la détermination de ce seuil de signification et indiquez par ailleurs les éléments suivants :

- (i) le cas échéant, le seuil de signification pour certaines catégories d'opérations, certains soldes de comptes et certaines informations à fournir ;*
- (ii) le seuil de signification pour les travaux (« performance materiality ») ;*
- (iii) le seuil de détermination des anomalies considérées comme clairement manifestement insignifiantes (« clearly trivial »).*



Partie II : Sociétés industrielles et commerciales

Vous êtes le réviseur d'entreprises d'ABC S.A. ("ABC"), une entité luxembourgeoise spécialisée dans l'industrie chimique. ABC est cotée sur Euronext Paris (un marché réglementé) et prépare donc ses états financiers consolidés sur base des normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE. ABC détient des participations directes et indirectes dans 80 filiales à travers le monde. Toutes les filiales sont détenues à 100 %.

Le senior travaillant sur la mission d'audit a préparé une évaluation initiale des risques des différents composants et a déterminé de manière préliminaire l'étendue des travaux à effectuer par l'équipe d'audit de chaque composant ("étendue des travaux attribués ") pour l'exercice clos le 30 juin 2021. Le senior n'est pas sûr de l'étendue des travaux attribués pour les 3 situations décrites ci-dessous et vous avez donc décidé de commencer votre revue de l'évaluation des risques en examinant ces 3 situations. Le seuil de signification du groupe a été fixé à 50 millions d'euros et est calculé sur la base du bénéfice avant impôt du groupe.

Question 4 (11 points)

Pour chacune des trois situations décrites ci-dessous, veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non avec l'étendue des travaux attribués.

Si vous êtes d'accord, veuillez expliquer le raisonnement qui sous-tend votre conclusion.

Si vous n'êtes pas d'accord, veuillez expliquer pourquoi et proposer une meilleure approche concernant l'étendue des travaux à attribuer à chaque composant en développant l'ensemble des éléments qui supportent votre conclusion. Votre réponse ne doit porter que sur les procédures que l'équipe affectée à l'audit du groupe demandera à l'équipe d'audit du composant. Vous n'avez pas besoin d'aborder les procédures supplémentaires que l'équipe affectée à l'audit du groupe peut décider d'appliquer au niveau du groupe, comme la revue des notes aux états financiers, etc.

Situation 1 (5,5 points)

Le composant 1, basé au Mexique, a été acquis le 1^{er} août 2020. L'entité était très profitable depuis plusieurs années mais a subi des pertes importantes depuis août 2020. Bien que les ventes globales restent bonnes, la société a encouru des honoraires de conseil importants au cours de la période de 11 mois jusqu'au 30 juin 2021, ce qui est le principal déclencheur des pertes de la période.

La direction locale a indiqué au groupe qu'elle avait dû engager des consultants locaux car certains membres clés de la direction locale avaient quitté la filiale après l'acquisition de l'entité en août 2020. C'est la première fois qu'ABC acquiert une filiale au Mexique. Comme la direction au Luxembourg ne parle pas espagnol, elle se repose sur la direction locale au Mexique pour gérer les opérations quotidiennes et lui fournir des informations régulières.

La direction d'ABC a visité la filiale mexicaine au moment des opérations d'acquisition mais ne s'est pas rendu sur place depuis en raison des restrictions Covid. Depuis l'acquisition, la direction d'ABC organise des entretiens téléphoniques mensuels avec la direction locale.

Proposition d'étendue des travaux attribués : Comme le composant est déficitaire, le senior a vérifié quel pourcentage des revenus du groupe le composant mexicain représentait pour les 11 mois depuis l'acquisition et a noté qu'il représentait 11% des revenus du groupe. La date de fin de l'exercice de l'entité mexicaine est le 30 juin et elle a été précédemment auditée par un cabinet d'audit local qui a émis des opinions d'audit non modifiées au cours des années précédentes sur les états financiers locaux préparés sur base des normes comptables mexicaines. Depuis l'acquisition en août 2020, l'entité est maintenant auditée par le cabinet mexicain membre de votre réseau de cabinets d'audit. Le senior propose donc d'obtenir les états financiers locaux audités pour l'exercice clos le 30 juin 2021 et d'effectuer des procédures analytiques de l'activité de l'entité mexicaine au cours de la période de 11 mois.

Situation 2 (3 points)

Le composant 2 est une filiale depuis de nombreuses années et représente environ 3 % du bénéfice avant impôts du groupe et 4 % des revenus du groupe. La direction d'ABC se rend régulièrement sur ce site car il est situé non loin du siège d'ABC. En octobre 2020, la direction locale a soupçonné que le sol sur lequel se trouve l'usine, et la zone environnante aient pu être contaminés en raison de certaines eaux de ruissellement polluées provenant de l'usine.

Les agriculteurs locaux ont pris conscience du problème et ont déposé une plainte afin d'obtenir un dédommagement. En outre, l'agence locale pour l'environnement s'est rendue sur le site pour effectuer un audit environnemental complet et a déjà indiqué que tout dommage environnemental devra être décontaminé par la filiale. La direction locale vous a informé qu'elle travaille avec différents consultants pour l'aider dans ce dossier et qu'elle a été avisée que les travaux de remise en état pourraient être très coûteux, et dépendront de l'étendue des dommages environnementaux.

Proposition d'étendue des travaux attribués : le senior a noté dans les documents de travail que, sur base du bénéfice net et des revenus, ce composant n'est pas individuellement financièrement important. De plus, une revue préliminaire des chiffres à une date intermédiaire n'a pas mis en évidence de variations inattendues dans les opérations courantes. Cependant, en raison du problème environnemental potentiel, le senior suggère que l'équipe affectée à l'audit du groupe envoie une demande de confirmation juridique aux avocats qui assistent la direction locale et du groupe sur ce sujet afin d'obtenir des détails sur l'état d'avancement de la plainte déposée par les agriculteurs locaux.

Situation 3 (2.5 points)

Après avoir attribué l'étendue des travaux aux différents composants qui sont importants en raison de leur taille ou de leurs risques, le senior a vérifié le pourcentage de la couverture d'audit totale dont vous disposez en tant qu'auditeur du groupe. Il a constaté que 65 % des revenus, de l'EBITDA et du bénéfice avant impôts du groupe sont audités par le biais des travaux attribués. 35 des 80 composants n'ont pas reçu d'allocation de travaux car ils ne sont pas importants individuellement. Le senior n'est pas sûr que vous ayez une couverture d'audit suffisante pour le groupe.

Question 5 (6 points)

Pour chacun des 3 points évoqués ci-dessous, décrivez comment vous réagiriez en tant qu'équipe affectée à l'audit du groupe. Si des procédures d'audit supplémentaires doivent être mises en œuvre au niveau du composant ou au niveau du groupe pour vous permettre de conclure sur ces points, veuillez indiquer les procédures pertinentes à mettre en œuvre. Vous pouvez ignorer toutes les conséquences fiscales.

Toutes les équipes d'audit des composants ont maintenant terminé les travaux qui leur avaient été attribués et vous ont envoyé leurs conclusions d'audit. En examinant les conclusions de l'équipe d'audit du composant A, les points suivants ont été identifiés :

1. Le composant A détient une participation de 100 % dans le composant A2 qui est évalué au coût d'acquisition (140 millions d'euros). Le composant A2 est déficitaire depuis plusieurs années. Vous avez demandé à l'auditeur du composant A un audit de l'information financière du composant A pris individuellement et non comme un sous-groupe. Une autre équipe d'audit est en charge des travaux concernant le composant A2. L'auditeur du composant A a noté que la direction locale n'avait pas effectué d'analyse de dépréciation sur la participation A2, ceci malgré des éléments indiquant une possible dépréciation. L'auditeur du composant A a renvoyé la responsabilité de ce point à l'équipe en charge de l'audit du groupe.



2. La politique du groupe en matière d'évaluation des matières premières en stock consiste à les évaluer au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché. Dans le cadre de l'audit de fin d'année, les auditeurs du composant A ont identifié que le dernier prix d'achat des matières premières n'avait pas été mis à jour dans le système comptable depuis le 31 mars 2021, car la personne responsable de cette tâche était en congés de maladie de longue durée. L'équipe d'audit du composant A a estimé que la valeur des stocks en fin d'exercice avait été surestimée de 2,5 millions d'euros et a inclus ce point dans sa liste des anomalies non corrigées.

3. Le compte de résultat du composant A comprend des primes / bonus et des charges en relation avec la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » pour un montant total de 8 millions EUR. La direction locale n'a pas été en mesure de fournir à l'auditeur du composant A des détails concernant ces charges, la direction du Groupe leur ayant directement communiqué le montant à enregistrer pour les primes/bonus d'une part et la charge IFRS 2 d'autre part. L'auditeur du composant A a renvoyé la responsabilité de ce point à l'équipe en charge de l'audit du groupe.

Question 6 (3 points)

En raison de la nature internationale de ses activités, ABC dispose d'un département fiscal très actif qui suit attentivement l'évolution des problématiques fiscales dans les différentes juridictions. Le groupe fait actuellement l'objet de contrôles fiscaux dans diverses juridictions, toujours en cours. En outre, dans le cadre de ses politiques et procédures internes, le département fiscal s'appuie souvent sur des opinions fiscales établies par des consultants externes qui sont ensuite utilisées comme base pour l'estimation de la provision IFRIC 23 "Incertitude relative aux traitements fiscaux".

Vous, ensemble avec vos spécialistes fiscaux internes, avez mis en œuvre les procédures d'audit requises et avez conclu qu'une déclaration spécifique devrait être incluse dans la lettre de représentation pour couvrir le sujet ci-dessus.

Veillez rédiger le paragraphe pertinent à inclure dans la lettre de représentation du groupe.

Partie III : Private Equity

Vous êtes un candidat réviseur d'entreprises fraîchement promu et votre rêve est d'aller travailler auprès du cabinet « Prestigious Verification Company » (PVC) dans l'industrie « Alternatives ».



PVC a mis en place un redoutable examen d'entrée et donc, vous aussi, vous devez vous soumettre à un ensemble de questions théoriques et pratiques, adaptées aux spécificités du marché « Alternatives » luxembourgeois, avant d'avoir une chance de récupérer votre « staff badge » tant convoité.

Voici les cas qui vous sont soumis :

Cas 1

Imaginez que vous êtes le réviseur d'entreprises agréé des comptes consolidés préparés sous IFRS d'une Acquisition Co 1, luxembourgeoise. Cette dernière est la société mère ultime d'un groupe opérationnel pour le compte d'un fonds de private equity localisé à Jersey (et structuré sous forme de partnership avec un « General Partner » qui ne détient pas un intérêt significatif dans le fonds, ni ne reçoit une rémunération significative basée sur les résultats du fonds), dénommé « High Return ».

Comme le fonds « High Return » a une durée de vie limitée juridiquement, il va vendre Acquisition Co 1 à Acquisition Co 2, luxembourgeoise aussi, et détenue par le fonds « Top Return » (ce fonds a été mis en place par la même maison de private equity que « High Return ») pour un prix « at arms' length » déterminé au travers d'une valorisation effectuée par un expert externe. Vous allez être le réviseur d'entreprises agréé des comptes consolidés préparés sous IFRS d'Acquisition Co 2.

Le client se pose la question de savoir si, oui ou non, il va falloir appliquer IFRS 3 « Business Combinations » au niveau des nouveaux comptes consolidés préparés sous IFRS d'Acquisition Co 2.

Question 7 (3 points)

- 1) Expliquez **pourquoi** le client se pose cette question et quels en sont les **enjeux** ?
- 2) Décrivez **l'analyse qu'il faut effectuer** afin de répondre à la question du client ?
- 3) Quelles sont les **réponses possibles** et dans quelle direction penchez-vous sur base des éléments mentionnés dans l'énoncé ?

Cas 2

Vous êtes le réviseur d'entreprises agréé d'un fonds de private equity qui a adopté la forme d'un SIF (« Specialized Investment Fund »).

Question 8 (3 points)

- 1) Quel **benchmark** utilise-t-on normalement afin de déterminer le seuil de signification (« overall materiality ») pour l'audit d'un tel fonds et pour quelles raisons ?
- 2) Les standards ne prescrivent pas le pourcentage à appliquer au benchmark afin de déterminer le seuil de matérialité : **quelle fourchette** vous paraît-elle acceptable ?
- 3) Afin de déterminer, sur un dossier précis, le pourcentage, quels **critères qualitatifs** utiliseriez-vous ? Citez quelques-uns de ces facteurs et indiquez comment ils influencent le pourcentage choisi (plus ou moins élevé) ?

Cas 3

Vous êtes le réviseur d'entreprises agréé d'un fonds-de-fonds private equity (« fund-of-funds ») avec les caractéristiques suivantes :

- Le fonds est fermé (« closed-ended »), i.e. durant la vie du fonds, il n'y a pas possibilité de rachat de parts ;
- Le fonds dispose d'une banque dépositaire luxembourgeoise ;
- Le fonds dispose d'un agent administratif réputé qui tient la comptabilité et qui utilise un logiciel standard comme logiciel comptable ; et
- Le fonds détient +/- 20 fonds de real estate comme investissements cibles.

Question 9 (4 points)

Expliquez, sous forme de memo succinct :

1. Quelles sont, sur base de l'énoncé et de votre connaissance du « setup » habituel d'un fonds-de-fonds private equity, les **considérations-clé** afin de **déterminer l'approche** pour tester les écritures comptables en accord avec ISA 240.32 (« journal entries ») (et couvrir l'obligation, exigée par ISA 240.29 (c), d'incorporer un élément d'imprévisibilité dans les procédures d'audit (« unpredictability »)) ?
2. Décrivez ensuite quels sont les **tests les plus communément effectués en pratique** ?

Incorporez les caractéristiques décrites supra dans votre réponse ainsi que votre connaissance de l'organisation normale d'une structure fonds-de-fonds.



Informal English translation¹

Part I: Funds

Your firm is the auditor of Global Strategy UCITS and Emerging Debt Fund SICAV-SIF. Both SICAVs are administered by Fund Services SA ("FSSA") and the custodian bank is Bank Investor Services ("BIS").

Global Strategy UCITS is a Luxembourg multi-fund SICAV subject to Part I of the amended law of 17 December 2010. The financial year end is 31 December 2020.

Emerging Debt Fund SICAV-SIF is a SICAV subject to the amended law of 13 February 2007. The financial year end is 30 April 2021.

FSSA has a controls' report in relation to its investment fund administration activities. The controls report is prepared by another Luxembourg registered audit firm in accordance with ISAE 3402 type 2. This report covers the period from 1 January 2020 to 31 December 2020 and is available at the beginning of March 2021. Finally, it is noted that this controls' report does not contain any exceptions.

Question 1 (7 points)

Describe to what extent and under what conditions this controls' report can be used in your audit for each of the two funds. Indicate the relevant International Standards on Auditing. Specify, if applicable, the nature and extent of any additional work you propose.

The Management of FSSA informs you that a contribution in kind of a portfolio composed of units of 5 investment funds UCITS² for a total amount of approximately EUR 20,000,000 is planned on 5 April 2021 in the sub-fund Premia Strategy of the Global Strategy UCITS. The total net assets of this sub-fund as at 31 December 2020 was EUR 100,000,000.

¹ The English version is an informal translation, in any case the French version prevails.

² It is specified that these UCITS funds are not Exchanged Traded Funds (ETF). The Net Assets Value of each Target Fund is calculated on a daily basis.



According to the timetable agreed with the Management of FSSA, it is expected that your audit opinion on the financial statements of Global Strategy UCITS for the financial year ending 31 December 2020 will be issued on 12 April 2021.

Question 2 (7 points)

Is a specific engagement of your firm as "réviseur d'entreprises agréé" of the Global Strategy UCITS required?

If yes, describe:

- *The nature of the engagement and the applicable legal, auditing and / or professional standards;*
- *All audit procedures to be performed (from the engagement acceptance to the issuance of the report);*
- *The addressee and the wording of the conclusion of your report.*

Does this contribution in kind have any consequences on the presentation of the annual report of the SICAV Global Strategy UCITS as at 31 December 2020 and/or on your audit opinion on the financial statements for the year ending 31 December 2020?

According to the prospectus of Emerging Debt Fund SICAV-SIF, the investment policy is to invest in other regulated investment funds whose investment policy is to invest in sovereign bonds as well as bonds of corporate issuers located in emerging countries. During the financial year ending 30 April 2021, the SICAV experienced a sharp decline in net assets due to a combination of large redemptions and a negative performance of the underlying funds held in the SICAV's portfolio. As a result, net assets fell from EUR 500 million on 1 May 2020 to EUR 25 million on 30 April 2021. The dramatic fall in net assets was broadly linear throughout the year.

The Board of Directors of the SICAV has not defined a specific policy with regards to the calculation of NAV errors or the non-respect of investment restrictions, and therefore no materiality threshold has been set for the triggering of investor and/or SICAV compensation mechanisms.

Finally, it should be noted that the Fund is distributed exclusively in Luxembourg.

Question 3 (6 points)

In planning the audit of the Emerging Debt Fund SICAV-SIF for the year ending 30 April 2021, state the materiality level you have selected for your audit. Based on auditing standards, the IRE Technical Notes and the regulatory environment, describe your reasoning for determining the materiality level and also indicate the following:

- (i) if applicable, the materiality level for certain classes of transactions, account balances and disclosures;*
- (ii) the materiality threshold for performance materiality;*
- (iii) the threshold for identifying misstatements that are clearly trivial.*

Part II: Industrial and commercial companies

You are the auditor of ABC S.A. ("ABC") a Luxemburgish entity specialised in the chemical industry. ABC is listed on Euronext Paris (a regulated market) and therefore prepares its consolidated financial statements under IFRS as adopted by the EU. ABC holds direct and indirect participations in 80 subsidiaries around the world. All subsidiaries are 100% owned.

The senior working on the audit engagement has prepared an initial risk assessment of the various components and has made a preliminary determination of the scope of work to be performed by each component audit team (the "allocated audit scope") for the year ended 30 June 2021. The senior is unsure about the allocated audit scope for the 3 situations outlined below, therefore you have decided to start your review of the risk assessments by looking at these 3 situations. Group materiality has been set at EUR 50m and is calculated based on pre-tax profits of the Group.

Question 4 (11 points)

For each of the 3 situations outlined, please comment on whether you agree or disagree with the allocated audit scope.

If you agree, please explain the reasoning behind your conclusion.

If you disagree, please explain why and propose a more appropriate scoping together with details of the audit procedures to be performed, setting out the reasons behind your conclusion. Your answer should only address those procedures that the primary team will request of the component team. You do not need to address any additional procedures that the primary team may decide to do at group level – such as review of financial statement disclosure etc.

Situation 1 (5,5 points)

Component 1, located in Mexico, was acquired on 1 August 2020. The entity has been highly profitable for several years but has suffered significant losses since August 2020. Although overall sales remain good, the company has incurred significant consultancy fees during the 11 month-period until 30 June 2021, which is the main trigger for the losses during the period. Local management have told the group that they needed to hire these local consultants as some key members of local management left the subsidiary after the acquisition of the entity in August 2020. This is the first time that ABC has acquired a subsidiary in Mexico. Since management in Luxembourg do not speak Spanish, they are relying on local management in Mexico to run the day to day operations and provide them with regular updates. Management of ABC visited the Mexican subsidiary at the time of acquisition but has not been on-site since due to Covid restrictions. Since the acquisition, the management of ABC have monthly calls with local management.

Proposed allocated scope: As the component is loss making, the senior checked what percentage of group revenues the Mexican component represented for the 11 months since the acquisition and noted that it represented 11% of group revenues. The year end of the Mexican entity is 30 June and it was previously audited by a local audit firm, who issued clean audit opinions in prior years on the local Mexican GAAP financial statements.

Since the acquisition in August 2020, the entity is now audited by the Mexican firm of your audit firm network. The senior therefore proposes to obtain the audited financial statements for the year ended 30 June 2021 and to perform analytical review procedures on the activity of the Mexican entity for the 11 months.

Situation 2 (3 points)

Component 2 has been a subsidiary for many years and represents approximately 3% of the group's pre-tax profits and 4% of the group's revenues. ABC management regularly visit this location as it is located not far from ABC's headquarters. In October 2020, the local management suspected that the ground soil on which the plant is located, and the surrounding area, may have become contaminated due to some polluted run-off water from the plant. Local farmers have now become aware of the issue and have lodged a claim for damages. Furthermore, the local environmental agency visited the site to start a full environmental audit and have already indicated that any environmental damage must be cleaned up by the subsidiary.

Local management have informed you that they are working with various consultants to assist them with this matter and have been advised that any remediation work could be costly, depending on the extend of the environmental damage.

Proposed allocated scope: the senior has noted in the workpapers that based on net profit and revenues, this component is not individually significant. Furthermore, an initial review of the interim figures has not highlighted any unexpected variances in normal operations. However due to the potential environmental issue, the senior suggests that the group engagement team sends out a legal confirmation to the lawyers assisting local and group management on this topic to obtain details of the status of the claim made by the local farmers.

Situation 3 (2.5 points)

After allocating audit scopes to the various components which are either significant due to size or risk, the senior has checked what percentage of total audit coverage you have as group auditor. They noted that 65% of group revenue, group EBITDA and group pre-tax profits are audited via the allocated audit scopes. 35 of the 80 components have not been allocated an audit scope as they are individually not significant. The senior is unsure if you have sufficient audit coverage of the group.

Question 5 (6 points)

For each of the 3 topics outlined above, describe how, as group engagement team, you would conclude. If additional audit procedures would need to be performed at component level or at group level to allow you to conclude on the topic, please outline the relevant procedures to be performed. You may ignore all tax consequences.

All components have now completed the allocated audit scope procedures and have sent you the group audit reporting. In reviewing the reporting from the auditors of Component A, the following items have been identified:

1. Component A holds a 100% participation in Component A2 which is valued at cost (EUR 140m). Component A2 has been loss making for a number of years. You requested the auditor of Component A to report to you on the stand-alone figures of Component A and not on a sub-consolidation at the level of Component A. A separate audit team is in charge of the audit of Component A2. The component auditors of Component A noted that local management had not performed an impairment analysis on the participation held in A2, despite evidence indicating a potential impairment. The audit team in charge of

Component A has therefore deferred this point to the group audit team in their interoffice deliverables.

2. The group policy for valuing raw materials is to value them at the lower of cost or net realisable market. As part of the year end audit, the auditors of Component A identified that the latest purchase price for items of inventory had not been updated in the accounting system since 31 March 2021 as the individual responsible for this was on long term sick leave. The audit team of Component A estimated that the year-end inventory value was overstated by EUR 2.5m and have included this in their list of unadjusted misstatements.
3. The income statement of Component A includes bonuses and IFRS 2 share-based payment expenses amounting in total to EUR 8m. Local management were not able to provide the component auditor with any details regarding these charges as Group management provided them with the amount to be recorded for bonuses and IFRS 2 share-based payments. The auditor of Component A has therefore deferred this point to the group audit team in their interoffice deliverables.

Question 6 (3 points)

Due to the international nature of the activities of ABC; they have a very active tax department who carefully follows the evolution of tax matters in the various jurisdictions. The Group is currently subject to ongoing tax audits in various jurisdictions. Furthermore, as part of their internal policies and procedures, the tax department often relies on tax opinions from external consultants which are then used as a basis to help them estimate their IFRIC 23 "Uncertainty over income tax treatments" provision.

You, together with your internal tax experts, have performed the required audit procedures and have concluded that a specific representation should be included in the representation letter to address the above topic.

Please draft the relevant paragraph to be included in the group representation letter.

Part III : Private Equity

You are a newly qualified independent auditor candidate ("réviseur d'entreprises agréé") and your dream is to work with the "Prestigious Verification Company" (PVC) audit firm in the "Alternatives" industry.

PVC has set up a formidable entrance examination in which you have to solve various theoretical and practical questions tailored to the specific characteristics of the Luxembourg Alternatives market, before getting a chance to pick up your coveted staff badge.

Hereafter the cases that are submitted to you:

Case 1

Assume that you are the independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) of the consolidated financial statements prepared under IFRS of a Luxembourg entity, Acquisition Co 1. The latter is the ultimate parent company of an operational group, acting on behalf of a Jersey based private equity fund called “High Return”, which is structured as a partnership. Its GP does not hold a significant investment in the fund and does not receive a significant remuneration based on the fund’s results.

As the fund “High Return” has a legally limited life, it will sell Acquisition Co 1 to another Luxembourg entity called Acquisition Co 2. Acquisition Co 2 is an entity which is held by the fund “Top Return”, the latter having been set up by the same private equity house as “High Return”. The sales price will be at arms’ length on the basis of a valuation made by an external expert. You are the independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) of the consolidated financial statements prepared under IFRS of Acquisition Co 2.

The client is wondering whether it will have to apply IFRS 3 Business Combinations when preparing the consolidated financial statements under IFRS of Acquisition Co 2.

Question 7 (3 points)

- 1) Explain **why** the client raises this question and what are the **related issues**
- 2) Describe the **analysis required** in order to answer the question raised by the client
- 3) What are the **possible approaches** and what is the direction you are leaning in, based on the facts mentioned hereabove?

Case 2

You are the independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) of a private equity fund which adopted the form of a SIF (“Specialized Investment Fund”):

Question 8 (3 points)

- 1) Which **benchmark** is generally used in order to determine the overall materiality to be applied for the audit of such a fund and for which reasons?

- 2) *The standards do not provide for a specific percentage to be applied as a benchmark in order to determine the overall materiality: which **range** would seem acceptable to you?*
- 3) *In order to determine the percentage to be applied for a particular case, indicate **the qualitative criteria** you would apply. Mention some of the factors and indicate how they influence the percentage chosen (higher or lower)*

Case 3

You are the independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) of a private equity fund-of funds with the following characteristics:

- The fund is closed-ended, i.e. there is no possibility of redemption of the shares during the life of the fund;
- The fund has a Luxembourg depository bank;
- The fund has a well-known administrative agent who keeps its accounting records using a standard accounting software; and
- The fund holds around 20 real estate funds as target investments.

Question 9 (4 points)

Explain in the form of a brief memo:

1. *What are the **key considerations**, based on the above information and your knowledge of the usual setup of a private equity fund-of funds, in order to determine the approach for testing the journal entries according to ISA 240.32 (and to meet the requirements of ISA 240.29 (c) to incorporate unpredictability in the audit process)?*
2. *Describe which tests are **most commonly performed** in practice*

Incorporate the characteristics described above into your answer as well as your knowledge of the normal organisation of a fund structure.



Commission de Surveillance du Secteur Financier

283, route d'Arlon

L-2991 Luxembourg (+352) 26 25 1-1

direction@cssf.lu

www.cssf.lu



Commission de Surveillance
du Secteur Financier

EXAMEN
D'APTITUDE
PROFESSIONNELLE
DES CANDIDATS
REVISEURS
D'ENTREPRISES

EPREUVE ECRITE DES
30 SEPTEMBRE ET 1ER
OCTOBRE 2021 – 2EME
PARTIE

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

**VOUS ETES REVISEUR D'ENTREPRISES DANS UN CABINET ET VOUS
DEVEZ PRENDRE POSITION PAR RAPPORT AUX QUESTIONS SUIVANTES
DANS LES DOMAINES SUIVANTS :**

Partie III : Private Equity (suite)	3
Question 10 (4 points)	3
Question 11 (2 points)	4
Question 12 (4 points)	4
Partie IV : Banques	4
Question 13 (6 points)	6
Question 14 (6 points)	6
Question 15 (3 points)	7
Question 16 (5 points)	7
Partie V : Assurances	10
Question 17 (1 point)	10
Question 18 (1 point)	10
Question 19 (1 point)	11
Question 20 (2 points)	11
Question 21 (1 point)	11
Question 22 (2,5 points)	11
Question 23 (2 points)	12
Question 24 (2 points)	12
Question 25 (1 point)	12
Question 26 (3 points)	12
Question 27 (1,5 points)	12
Question 28 (1 point)	13
Question 29 (1 point)	13

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utilisez une encre foncée pour rédiger vos réponses (noire ou bleue).

Partie III : Private Equity (suite)

Vous êtes un candidat réviseur d'entreprises fraîchement promu et votre rêve est d'aller travailler auprès du cabinet « Prestigious Verification Company » (PVC) dans l'industrie « Alternatives ».

PVC a mis en place un redoutable examen d'entrée et donc, vous aussi, vous devez vous soumettre à un ensemble de questions théoriques et pratiques, adaptées aux spécificités du marché Alternatives luxembourgeois, avant d'avoir une chance de récupérer votre « staff badge » tant convoité.

Voici les cas qui vous sont soumis :

Cas 4

Généralement, la rémunération allouée au gestionnaire d'un fonds de private equity peut être structurée comme un « carried interest » ou comme une « performance fee ».

Question 10 (4 points)

*Veuillez expliquer en quoi consistent ces 2 grands types de structurations et quels sont les traitements comptables envisageables **sous IFRS**. Expliquez aussi quelles présentations sont requises dans les notes aux comptes ?*

Cas 5

Lors de la crise du Covid-19, on a souvent observé que des locataires bénéficiaient de réductions de loyers et/ou de gratuité de loyer pendant des périodes fixées contractuellement.

Question 11 (2 points)

Expliquez les **considérations comptables** de ce type de pratique dans le chef des **bailleurs** en **IFRS**.

Cas 6

Question 12 (4 points)

Pour un fonds de private equity, le risque **d'existence** des investissements est-il considéré comme un **risque significatif (ou pas)** ? **Illustrez** votre réponse en appliquant les **critères de risque** inclus en ISA 315.28 à **deux situations** communément rencontrées dans un fonds de private equity :

- La situation d'un fonds-de-fonds private equity (« fund-of-fund ») ; et
- La situation d'un fonds de private equity effectuant des investissements directs dans plusieurs pays différents, avec des structurations fiscales importantes et – systématiquement – des co-investisseurs.

Partie IV : Banques

Vous êtes le réviseur d'entreprises de la Banque Locale de Crédit S.A. (BLC), banque luxembourgeoise ayant une importante activité de crédits relativement diversifiée et couvrant notamment les types de crédits suivants :

- Crédits hypothécaires visant à financer les biens immobiliers de sa clientèle privée et retail ;
- Crédits commerciaux visant à financer les besoins en trésorerie des entreprises luxembourgeoises ou multinationales.

BLC a retenu le référentiel comptable IFRS depuis plusieurs années dans le cadre de l'établissement de ses comptes annuels.

Vous préparez l'audit des comptes annuels de cette banque pour la clôture 2020. Vous trouverez ci-dessous les principales données quantitatives relatives à la population des crédits qui vous ont été remises dans le cadre des activités préliminaires à l'audit.

Créances sur la clientèle

(en millions d'EUR)

Créances sur la clientèle au coût amorti

	31.12.2020	31.12.2019
Crédits hypothécaires	2.895,00	2.450,00
<i>dont couverts par un moratoire</i>	<i>50,00</i>	<i>-</i>
Crédits commerciaux	7.904,00	7.705,00
<i>dont couverts par un moratoire</i>	<i>705,00</i>	<i>-</i>
Valeurs brutes	10.799,00	10.155,00
Corrections de valeurs	- 158,00	- 135,00
dont strate 1	- 15,00	- 12,00
<i>Crédits hypothécaires</i>	<i>- 2,00</i>	<i>- 1,00</i>
<i>Crédits commerciaux</i>	<i>- 13,00</i>	<i>- 11,00</i>
dont strate 2	- 16,00	- 14,00
<i>Crédits hypothécaires</i>	<i>- 1,00</i>	<i>- 1,00</i>
<i>Crédits commerciaux</i>	<i>- 15,00</i>	<i>- 13,00</i>
dont strate 3	- 127,00	- 109,00
<i>Crédits hypothécaires</i>	<i>- 6,00</i>	<i>- 5,00</i>
<i>Crédits commerciaux</i>	<i>- 121,00</i>	<i>- 104,00</i>
Montant net	10.641,00	10.020,00

Les contrôles internes relatifs à l'activité de crédits sont décrits dans le manuel de procédures de la banque et couvrent :

- Le processus d'approbation des crédits via notamment la mise en place d'un système de délégation des pouvoirs selon les encours et la typologie de crédits ainsi que le niveau de garantie.
- Diverses procédures au niveau du contrôle du respect des décisions et de la qualité des dossiers, du suivi de la valeur des garanties couvrant les crédits et du suivi du risque de crédit.

En 2020, dans le cadre de la crise liée à la pandémie de Covid, la banque a notamment modifié la nature de certaines de ses procédures liées à l'évaluation du risque de crédit de la manière suivante :

- Mise à jour des modèles d'estimation des pertes de crédit attendues pour tenir compte de l'effet des nouveaux scénarios macro-économiques ;
- Ajustements de modèles pour traduire au mieux l'impact des scénarios sur les pertes de crédit attendues ;
- Prise en compte des mesures de soutien apportées aux clients fragilisés par la crise, notamment les moratoires de paiement accordés sur les crédits.

Lors de la phase d'évaluation des risques d'audit, il a été conclu que le risque de détérioration du risque de crédit et d'évaluation des crédits est un risque significatif, étant donné son importance pour la banque, la typologie des encours et les circonstances macro-économiques.

Dans le cadre de l'audit de cette activité de crédits et après consultation avec votre associé vous avez décidé de mettre en place une approche d'audit basée en grande partie sur les contrôles internes.

Question 13 (6 points)

Il vous est demandé de rédiger un plan de travail (excluant les aspects de contrôles généraux informatiques) afin de couvrir les principaux éléments de votre approche d'audit relative à l'évaluation des risques de crédit matérialisés à la date de clôture tant au niveau de la revue des contrôles internes clés que des tests de substance.

Cette question ne traite que des aspects spécifiques liés aux encours classés en strate 3 au sens d'IFRS 9.

Il est néanmoins demandé au candidat de différencier les procédures relatives aux spécificités des crédits commerciaux et des crédits hypothécaires.

Question 14 (6 points)

En complément des procédures d'audit déployées concernant les crédits en défaut (strate 3), il vous est demandé de donner les grandes lignes d'un programme de travail, tant au niveau de la revue des contrôles internes clés que des tests de substance, relatif à la revue des modèles mis en place dans le cadre des pertes de crédits attendues au sens d'IFRS 9, couvrant plus précisément les encours classés en strates 1 et 2.

Question 15 (3 points)

BLC a accordé des moratoires de paiement à certains de ces débiteurs affectés par la crise liée à la pandémie de Covid. Ces moratoires s'inscrivent dans l'initiative mise en place par de nombreuses banques de la place luxembourgeoise.

Pouvez-vous décrire le traitement à appliquer à ces moratoires en matière de risques et de comptabilisation en conformité avec les diverses communications émises par les autorités prudentielles.

Question 16 (5 points)

L'évaluation des créances sur la clientèle représentant un risque significatif et une question clé de l'audit, nous vous demandons de donner les grandes lignes qui devront figurer dans cette question clé de votre opinion d'audit avec une attention particulière portée aux moratoires accordés.

Extrait des notes aux comptes de BLC S.A. au 31 décembre 2020

Dépréciation des prêts et créances au coût amorti

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes de crédit attendues (ECL) conformément à la norme IFRS 9. Ce modèle s'applique aux prêts et créances sur la clientèle classés au coût amorti.

Modèle général

La banque identifie trois "strates" correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

- la « strate 1 » reprend les encours dont le risque de crédit est resté inchangé ou ne s'est pas dégradé de manière significative depuis l'octroi du prêt. Les corrections de valeur pour ces encours sont évaluées pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- la « strate 2 » reprend les encours dont le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif soit considéré comme déprécié ou en défaut. La correction de valeur est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité).
- la « strate 3 » reprend les encours en défaut. La correction de valeur est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité mais avec une probabilité de défaut de 1.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec celle du Comité de Bâle, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'actif à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'actif à la date de la comptabilisation initiale. Par ailleurs, il existe selon la norme IFRS 9 une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours. L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque actif en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des prêts et créances. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en strates 1 et 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (Loss Given Default - « LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default - « EAD ») actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (strate 1) ou du risque de défaut sur la durée de vie du crédit (strate 2).

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des montants non perçus sur la durée de vie de l'actif. Les montants non perçus correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles et les flux de trésorerie attendus (i.e. qui devraient être reçus).

Prise en compte des informations de nature prospective et scénarii

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarii probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, la banque a fait le choix de retenir 3 scénarii macro-économiques, avec les pondérations suivantes au 31 décembre 2020 : un scénario « central » à hauteur de 65% ; un scénario « adverse » égal à 25% ; un scénario « optimiste » à 10%.

Les scénarii se basent sur les projections des autorités nationales ou internationales. Les résultats ainsi obtenus sont revus et validés par les instances compétentes de la Banque.

Face à la crise du Covid-19, le poids des scénarii « adverse » et « central » a été augmenté de 5% au détriment du scénario « optimiste ».

Moratoires de paiement dans le cadre de la crise du Covid-19

La banque applique le moratoire non-législatif pour une durée de 6 mois suivant le mémorandum signé en date du 16 avril 2020 par plusieurs banques de la place selon les critères fixés dans les Orientations de l'Autorité Bancaire Européenne du 2 avril 2020 sur les moratoires législatifs et non-législatifs sur les remboursements de prêts appliqués en raison de la pandémie de Covid-19 (EBA/ GL/2020/02, orientations amendées le 2 décembre 2020). Les banques de la place ont renoncé à étendre la durée de validité du mémorandum. Ainsi les moratoires accordés à des clients professionnels à partir du 1^{er} octobre 2020 ne tombent plus sous ce régime.

Partie V : Assurances

Partie I

Vous êtes le réviseur d'entreprises pour le contrôle légal des comptes consolidés au 31 décembre 2020 de la société d'assurance non-vie luxembourgeoise ABC S.A.. ABC est à la tête d'un groupe qui contrôle plusieurs filiales à Luxembourg, dont celle mentionnée en partie II.

Les comptes consolidés sont établis en Lux GAAP et ABC prépare également un reporting consolidé en IFRS pour son actionnaire majoritaire.

Votre équipe prépare son intervention pour le contrôle légal des comptes consolidés en Lux GAAP au 31 décembre 2020. Lors d'un entretien préparatoire avec votre chargée de mission, le chef comptable en profite pour lui poser quelques questions.

ABC avait fait le choix d'utiliser l'option d'évaluation à la juste valeur pour certaines classes d'actifs. La société a reçu en cours d'année un courrier du Commissariat aux Assurances lui demandant de revenir au principe du coût d'historique.

Question 17 (1 point)

Veillez brièvement expliquer les conséquences comptables.

ABC, que ce soit au moyen de ses agences à Luxembourg, ou au moyen de sa succursale en France, possède une large clientèle dans le secteur HORECA (Hôtels, Restaurants, Cafés) et vend notamment des assurances « perte d'exploitation ». ABC a été condamnée à plusieurs reprises au cours de 2020 par les tribunaux en France à indemniser plusieurs restaurants pour leurs pertes d'exploitation liées au Covid-19.

Question 18 (1 point)

Veillez brièvement expliquer les conséquences comptables.

Toujours en raison de sa présence dans le secteur HORECA, ABC a enregistré une hausse significative des retards de paiement des primes et s'attend à enregistrer une correction de valeur sur les créances d'assurance sur les preneurs bien plus élevée que les années précédentes.

A la hausse des sinistres et la baisse des encaissements s'ajoutent les difficultés à se réassurer. Les tarifs des réassureurs ont augmenté tandis que le rating de ceux-ci a baissé, diminuant la qualité de la réassurance.

Question 19 (1 point)

Veillez brièvement expliquer les conséquences en matière de solvabilité. Des considérations techniques détaillées ne sont pas demandées.

Partie II

Votre cabinet a une relation de travail historique avec la famille belge qui a fondé ABC et qui détient encore une fraction minoritaire du capital de la société. L'un de ces actionnaires minoritaires est Monsieur M, membre de la troisième génération. Le reste du capital est détenu par un groupe d'assurances allemand.

La famille est toujours représentée au sein du comité de direction par Monsieur M qui occupe le rôle de responsable de la communication. Lors de l'audit, vous avez appris que Monsieur M a dû quitter en urgence durant l'automne 2020 ses fonctions au sein du groupe pour des raisons médicales. Il devra être remplacé par un autre membre de la famille mais celui-ci n'est pas encore désigné. Dans la précipitation et sans autres formalités qu'un bref contrat, le conseil d'administration décide le 23 décembre 2020 de faire racheter à leur valeur nominale les actions de Monsieur M par une S.A. filiale du groupe qu'ABC contrôle directement.

Question 20 (2 points)

Quelle est la nature juridique de cette opération ? Quel est le formalisme habituel ? Veuillez justifier votre réponse.

Question 21 (1 point)

Que pensez-vous de cette opération en termes d'audit ? Veuillez justifier votre réponse.

Question 22 (2,5 points)

Comment cette opération va-t-elle être traitée dans les comptes annuels ? dans le reporting IFRS ?

Question 23 (2 points)

En ce qui concerne cette opération, quelles sont les consignes réglementaires données par le Commissariat aux Assurances en temps de Covid ? Veuillez justifier votre réponse.

Partie III

Suite à vos travaux, vous avez conclu que l'opération de rachat d'actions propres était correctement reflétée dans les comptes consolidés en Lux GAAP d'ABC au 31 décembre 2020. Madame S, cousine de Monsieur M et ayant des compétences équivalentes à celui-ci, a été désignée par la famille en mai 2021 pour siéger au comité de direction d'ABC.

Votre équipe prépare désormais son intervention pour le contrôle légal des comptes consolidés au 31 décembre 2021. Lors d'un entretien préparatoire avec le chef comptable, votre chargée de mission apprend que la filiale d'ABC a cédé le 12 juin 2021 les actions précédemment achetées à Monsieur M. Cette deuxième opération a été effectuée avec Madame S à la juste valeur des actions. La filiale a réalisé une perte très importante sur la cession des actions. Le chef comptable attribue cette perte à la moindre performance de la société depuis décembre 2020 en raison des circonstances liées à la pandémie de covid-19.

Question 24 (2 points)

Que pensez-vous de cette deuxième opération en termes d'audit ?

Question 25 (1 point)

Que pensez-vous de cette nouvelle opération en termes fiscaux ?

Question 26 (3 points)

Quelles procédures d'audit découlent de cette analyse au regard de toutes les réglementations applicables ?

Question 27 (1,5 points)

Comment cette opération va-t-elle être traitée dans les comptes annuels ? dans le reporting IFRS ?

Question 28 (1 point)

Votre réponse serait-elle différente si cette opération de cession avait eu lieu le 28 décembre 2021 ? Veuillez justifier votre réponse.

Question 29 (1 point)

La constatation d'une irrégularité en 2021 au sens du règlement européen relatif aux entités d'intérêt public peut-elle vous amener à modifier votre rapport d'audit au 31.12.2021 ? Veuillez justifier votre réponse.



Informal English translation¹

Part III : Private Equity (continued)

You are a newly qualified independent auditor candidate (« réviseur d'entreprises agréé ») and your dream is to work with the “Prestigious Verification Company” (PVC) audit firm in the “Alternatives” industry.

PVC has set up a formidable entrance examination in which you have to solve various theoretical and practical questions tailored to the specific characteristics of the Luxembourg Alternatives market, before getting a chance to pick up your coveted staff badge.

Hereafter the cases that are submitted to you:

Case 4

Generally, the remuneration allocated to the manager of a private equity fund may be structured as a « carried interest » or as a « performance fee ».

Question 10 (4 points)

Please explain these two main types of remuneration structure and their possible accounting treatment under IFRS. Explain also the disclosures required in the notes to the accounts.

Case 5

As a result of the COVID-19 pandemic, concessions taking the form of rent reductions and/or payment holidays during fixed contractual periods have commonly been granted to lessees.

Question 11 (2 points)

Please explain the accounting considerations under IFRS for the lessor of these concessions.

¹ The English version is an informal translation, in any case the French version prevails.

Cas 6

Question 12 (4 points)

Please explain whether the risk of existence of investments is considered to be a significant risk or not for a private equity fund? Illustrate your answer by applying the risk criteria provided by ISA 315.28 to two situations commonly encountered in a private equity fund:

- *Private equity fund-of funds*
- *The case of a private equity fund making direct investments in several different countries with significant tax structuring and routinely having co-investors*

Part IV : Banks

You are the auditor of Banque Locale de Crédit SA (BLC), a Luxembourg bank with a large and relatively diversified credit activity covering the following types of loan:

- Mortgage loans to finance the real estate of its private and retail clients;
- Commercial loans to finance the cash flow needs of Luxembourg and multinational companies.

BLC has been preparing its annual financial statements under IFRS for many years.

You are preparing for the audit of the annual financial statements of this bank for the 2020 closing. Below you will find the main quantitative data relating to the loans that were provided to you as part of the pre-audit activities.

An extract from the draft notes to the financial statements for the 2020 financial year is also provided as an appendix, containing the main elements of the accounting principles and policies applicable to the valuation of loans to customers.

Loans and receivables due from customers

(in EUR million)

Loans and receivables due from customers at amortised costs

	31.12.2020	31.12.2019
Mortgage loans	2.895,00	2.450,00
<i>of which covered by a moratorium</i>	<i>50,00</i>	<i>-</i>
Commercial loans	7.904,00	7.705,00
<i>of which covered by a moratorium</i>	<i>705,00</i>	<i>-</i>
Gross amounts	10.799,00	10.155,00
Impairment	- 158,00	- 135,00
of which Stage 1	- 15,00	- 12,00
<i>Mortgage loans</i>	<i>- 2,00</i>	<i>- 1,00</i>
<i>Commercial loans</i>	<i>- 13,00</i>	<i>- 11,00</i>
of which Stage 2	- 16,00	- 14,00
<i>Mortgage loans</i>	<i>- 1,00</i>	<i>- 1,00</i>
<i>Commercial loans</i>	<i>- 15,00</i>	<i>- 13,00</i>
of which Stage 3	- 127,00	- 109,00
<i>Mortgage loans</i>	<i>- 6,00</i>	<i>- 5,00</i>
<i>Commercial loans</i>	<i>- 121,00</i>	<i>- 104,00</i>
Carrying amount	10.641,00	10.020,00

The internal controls relating to the credit activity are described in the bank's procedures manual and cover:

- The credit approval process, in particular through the implementation of a system of delegation of powers based on the outstanding amount and type of credit as well as the level of guarantee.
- Various procedures for monitoring compliance with decisions, the quality of files, the value of guarantees covering loans and the credit risk.

In 2020, in the context of the Covid crisis, the bank modified the nature of some of its credit risk assessment procedures as follows:

- Updating of expected credit loss estimation models to reflect the effect of new macroeconomic scenarios;
- Adjustments to models to best reflect the impact of scenarios on expected credit losses;
- Implementing the support measures provided to clients weakened by the crisis, in particular the payment moratoria granted on loans.

During the risk assessment phase of the audit, it was concluded that the risk of deterioration in credit risk and credit evaluation is a significant risk, given its importance for the bank, the nature of outstanding loans and the macroeconomic circumstances.

As part of the audit of this credit activity and after consultation with your partner, you have decided to implement an audit approach based largely on internal controls.

Question 13 (6 points)

You are therefore asked to draft an audit work plan (excluding IT general controls aspects) to cover the main elements of your audit approach to audit credit risks that existed at the balance sheet date in terms of both the review of key internal controls and substantive testing.

This question only deals with the specific procedures related to credit exposures classified in stage 3 according to IFRS 9.

Nevertheless, the candidate is asked to differentiate between procedures relating to the specific characteristics of commercial loans and mortgage loans.

Question 14 (6 points)

In addition to the audit procedures proposed for defaulted loans (stage 3), you are asked to outline a work programme, covering both the review of key internal controls and the substantive testing, relating to the audit of the models implemented in the context of expected credit losses within the meaning of IFRS 9, covering more specifically the loans classified in stages 1 and 2.

Question 15 (3 points)

BLC has granted payment moratoria to some of its debtors affected by the crisis linked to the Covid-19 pandemic. These moratoria are part of the initiative put in place by many banks on the Luxembourg market.

Can you describe the treatment to be applied to these moratoria in terms of risks and accounting in accordance with the various communications issued by the prudential authorities?

Question 16 (5 points)

As the measurement of customer receivables is a significant risk and a key audit issue, you are asked to outline the main elements that should be included in this key audit matter with particular attention to moratoria granted.

Extract from the notes to the accounts of BLC S.A. as at 31 December 2020

Impairment of loans and receivables at amortised cost

The impairment model for credit risk is based on expected credit losses (ECL) in accordance with IFRS 9. This model applies to loans and receivables to customers classified at amortised cost.

General model

The bank identifies three stages, each corresponding to a specific situation with regard to changes in the counterparty's credit risk since the initial recognition of the asset.

- stage 1 includes exposures where the credit risk has remained unchanged or has not deteriorated significantly since the loan was granted. The value adjustments for these loans are measured in an amount equal to the expected credit losses at 12 months (resulting from risks of default in the next 12 months).
- stage 2 includes exposures where the credit risk has increased significantly since initial recognition without the asset being considered impaired or in default. The value adjustment is assessed for an amount equal to the expected credit losses over the life of the asset (at maturity).
- stage 3 includes the outstanding amounts in default. The value adjustment is also assessed for an amount equal to the expected credit losses at maturity but with a probability of default of 1.

Definition of default

The definition of default is aligned with that of the Basel Committee, with a rebuttable presumption that default occurs at the latest after 90 days of non-payment.

Significant increase in credit risk

The significant increase in credit risk can be assessed on an individual or collective basis by taking into account all reasonable and justifiable information and by comparing the risk of default on the asset at the balance sheet date with the risk of default on the asset at the date of initial recognition. Furthermore, under IFRS 9 there is a rebuttable presumption of a significant increase in the credit risk associated with an asset since initial recognition when contractual payments are more than 30 days late. The assessment of significant increase in credit risk is made at the level of each asset based on indicators and thresholds that vary according to the nature of the exposure and the type of counterparty.

Measurement of expected credit losses

Expected credit losses are defined as an estimate of credit losses weighted by the probability of occurrence over the expected life of the loans and receivables. They are calculated individually for each exposure.

In practice, for exposures classified in strata 1 and 2, expected credit losses are calculated as the product of the probability of default ("PD"), the loss given default ("LGD") and the exposure at default ("EAD") discounted at the effective interest rate of the exposure. They result from the risk of default within the next 12 months (stage 1) or the risk of default over the life of the credit (stage 2).

For exposures classified in stage 3, expected credit losses are calculated as the present value at the effective interest rate of uncollected amounts over the life of the asset. The uncollected amounts are the difference between the contractual cash flows due and the cash flows expected to be received.

Consideration of forward-looking information and scenarios

The amount of expected credit losses is calculated on the basis of a weighted average of probable scenarios, taking into account past events, current circumstances and reasonable and supportable expectations of economic conditions.

For the measurement of expected credit losses, the bank has chosen to use three macroeconomic scenarios, with the following weightings as at 31 December 2020: a "central" scenario of 65%; an "adverse" scenario of 25%; and an "optimistic" scenario of 10%.

The scenarios are based on the projections of national or international authorities. The results thus obtained are reviewed and validated by the competent bodies of the Bank.

In the face of the Covid-19 crisis, the weight of the "adverse" and "central" scenarios has been increased by 5% at the expense of the "optimistic" scenario.

Payment moratoria in the context of the Covid-19 crisis

The bank applies the non-legislative moratorium for a period of 6 months in accordance with the memorandum signed on 16 April 2020 by several banks in the financial centre in accordance with the criteria set out in the European Banking Authority's Guidelines of 2 April 2020 on legislative and non-legislative moratoria on loan repayments applied due to the Covid-19 pandemic (EBA/ GL/2020/02, guidelines amended on 2 December 2020). The banks in the market have refrained from extending the validity of the memorandum. Thus, moratoriums granted to professional clients from 1 October 2020 onwards no longer fall under this regime.

Part V : Insurance

Part I

You have been appointed as Réviseur d'Entreprises for the statutory audit of the consolidated accounts of the Luxembourg non-life insurance company ABC S.A. as at 31 December 2020. ABC is the parent company of a group which controls several subsidiaries in Luxembourg, including the subsidiary discussed in Part II.

The consolidated accounts are drawn up under Lux GAAP and ABC also prepares a consolidated reporting package under IFRS for its main shareholder.

Your team is preparing for the statutory audit of the Lux GAAP consolidated accounts as at 31 December 2020. During a kick-off meeting, the chief accountant takes the opportunity to ask a few questions to your senior in charge.

ABC has elected to use the fair value option for certain classes of assets. The insurance company received a letter from the Commissariat aux Assurances during the year asking them to revert to measuring their assets at historical cost.

Question 17 (1 point)

Please briefly explain what the accounting effects are.

ABC, by way of either its Luxembourg offices or its French branch, has lots of clients in the hospitality sector (hotels, restaurants, cafés) and sells an insurance product that covers the risk of business interruption.

During the financial year 2020, ABC was ordered several times by French courts to compensate restaurants for operating losses related to covid-19.

Question 18 (1 point)

Please briefly explain what the accounting effects are.

In connection with its market share in the hospitality sector, ABC has recorded a significant increase in late payment of insurance premiums and expects to book a much higher valuation allowance on amounts owed by policy-holders than in the previous financial years.

In addition to the increase in claims and the decrease in premiums paid, ABC is facing problems with getting appropriate reinsurance coverage. Reinsurers' rates have increased whereas their ratings have decreased, lowering the quality of reinsurance.

Question 19 (1 point)

Please briefly explain what the effects on solvency are. Detailed technical considerations are not required.

Part II

Your audit firm has an historical working relationship with the Belgian family who founded ABC and still holds a minority interest in the Company's share capital. Mr. M is one of these minority shareholders and a member of the third generation of the family. The rest of the share capital is held by a German insurance group.

The family is still represented by Mr. M at the executive committee. Mr. M is the Chief Communication Officer. During the audit, you learnt that Mr. M had to urgently resign from his position during Autumn 2020 because of health reasons. He will be replaced by another family member however this member has not yet been nominated. In a hurry and without any other formalism than a brief contract, the board of directors decided on 23 December 2020 to have the shares of Mr. M bought back by a subsidiary of the group that ABC directly controls.

Question 20 (2 points)

What is the legal nature of this transaction? What is the usual process? Please justify your answer.

Question 21 (1 point)

What do you think of this transaction from an audit perspective? Please justify your answer.

Question 22 (2,5 points)

How should this transaction be accounted for in the annual accounts? In the IFRS reporting package?

Question 23 (2 points)

In relation with this transaction, what are the regulatory guidelines issued by the Commissariat aux Assurances during the covid-19 pandemic? Please justify your answer.

Part III

Further to your audit procedures, you have concluded that the repurchase own shares was properly recorded in the Lux GAAP consolidated accounts of ABC as at 31 December 2020. Mrs. S, who is Mr. M's cousin and has the same skills as Mr. M, was nominated in May 2021 by the family to sit on ABC's executive committee.

Your audit team is now preparing for the statutory audit of the Lux GAAP consolidated accounts as at 31 December 2021. During a kick-off meeting with the chief accountant, your senior in charge learns that on 12 June 2021, ABC's subsidiary sold the shares that it had bought from Mr. M. This second transaction, between ABC's subsidiary and Mrs. S., was done at fair value. ABC's subsidiary recorded a significant loss on the sale of shares. The chief accountant attributes the loss to the weaker performance of ABC since December 2020 because of the covid-19 pandemic.

Question 24 (2 points)

What do you think of this second transaction from an audit perspective?

Question 25 (1 point)

What do you think of this second transaction from a tax perspective?

Question 26 (3 points)

Which audit procedures would you perform as a result of this analysis and in light of applicable regulations?

Question 27 (1,5 points)

How should this transaction be accounted for in the annual accounts? In the IFRS reporting package?

Question 28 (1 point)

Would your answer be different if this sale had occurred on 28 December 2021? Please justify your answer.

Question 29 (1 point)

Could the discovery of an irregularity in 2021 within the meaning of the European Regulation on Public Interest Entities give rise to a modification of your audit report as at 31 December 2021? Please justify your answer.





Commission de Surveillance du Secteur Financier

283, route d'Arlon

L-2991 Luxembourg (+352) 26 25 1-1

direction@cssf.lu

www.cssf.lu